



Rapport annuel au Parlement

Loi sur l'accès à l'information

2010-2011



Canada

- Le contenu de cette publication ou de ce produit peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins personnelles ou publiques mais non commerciales, sans frais ni autre permission, à moins d'avis contraire.
- On demande seulement :
 - De faire preuve de diligence raisonnable en assurant l'exactitude du matériel reproduit;
 - D'indiquer le titre complet du matériel reproduit et l'organisation qui en est l'auteur;
 - D'indiquer que la reproduction est une copie d'un document officiel publié par le gouvernement du Canada;
 - D'indiquer que la reproduction n'a pas été faite en association avec le gouvernement du Canada ni avec l'appui de celui-ci.
- La reproduction et la distribution à des fins commerciales sont interdites, sauf avec la permission écrite de l'administrateur des droits d'auteur de la Couronne du gouvernement du Canada, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec TPSGC au 613-996-6886 ou à droitdauteur.copyright@tpsgc-pwgsc.gc.ca.

Publié avec l'autorisation du
ministre des Affaires autochtones
et du développement du Nord
Ottawa, 2011

www.ainc-inac.gc.ca
1-800-567-9604
ATS seulement : 1-800-553-0554

Version imprimée bilingue
QS-6220-057-BB-A1

Version anglaise en ligne
QS-6220-057 EE-A1

Version française en ligne
QS-6220-057 FF-A1

© Ministre des Affaires indiennes et
du Nord canadien, 2011

This publication is also available in English under the title:
Annual Report to Parliament – Access to Information Act 2010-2011

Rapport annuel au Parlement

Loi sur l'accès à l'information

Affaires autochtones et Développement
du Nord Canada
2010-2011

Avis aux lecteurs :

Le 18 mai 2011, le premier ministre Stephen Harper a annoncé la composition de son nouveau Cabinet. Le ministre John Duncan conserve la responsabilité de son portefeuille. Un changement a toutefois été apporté à son titre, qui s'appellera désormais Affaires autochtones et du développement du Nord plutôt qu'Affaires indiennes et du Nord canadien.

Dès le 13 juin 2011, pour le grand public, le nouveau nom du Ministère en vertu du Programme de coordination de l'image de marque du gouvernement du Canada est **Affaires autochtones et Développement du Nord Canada (AADNC)**.

Pour de plus amples renseignements, veuillez vous référer au lien suivant :
www.ainc-inac.gc.ca/ai/aand-fra.asp.

Table des matières

1. Introduction	5
2. Organisation	5
3. Ordonnance de délégation de pouvoirs	6
4. Interprétation du rapport statistique	7
5. Autres fonctions de la Direction de l'AIPRP	12
6. Plaintes et enquêtes	13
7. Faits saillants d'AADNC en 2010-2011.	14
8. Modifications apportées à l'organisation, aux politiques, aux lignes directrices et aux procédures	15
9. Annexe A	17
10. Annexe B	21
11. Annexe C	24

1. Introduction

La *Loi sur l'accès à l'information* (LAI) a pour objet de conférer aux Canadiennes et Canadiens le droit d'accès aux documents qui relèvent d'une institution fédérale, à l'exception des documents assujettis à certaines exceptions précises.

Le présent rapport au Parlement décrit les activités d'Affaires autochtones et Développement du Nord Canada relativement au respect de la LAI, conformément à l'article 72 de la *Loi*. Le rapport décrit en détail les activités et les réalisations de la Direction de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels (AIPRP) d'AADNC. La Direction de l'AIPRP a notamment :

- continué de promouvoir l'accès en temps opportun aux dossiers en déléguant au coordonnateur de l'AIPRP d'AADNC l'autorité absolue en vertu de la LAI;
- mis en place une page Web sur la divulgation proactive pour les sommaires des demandes d'accès à l'information qui ont été traitées;
- adopté une stratégie de réduction de l'arriéré afin d'éliminer toutes les présomptions de refus d'ici le troisième trimestre de 2011-2012;
- mis l'accent sur l'élimination des obstacles à l'accès aux dossiers d'AADNC en renonçant plus particulièrement aux droits d'accès s'élevant à 44 000 \$;
- offert 19 séances de formation en français et en anglais à 275 employés.

Le mandat d'AADNC comprend deux volets distincts d'égale importance : *les affaires indiennes et inuites* et *le développement du Nord*. Ce vaste mandat est principalement dicté par la *Loi sur le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien*, la *Loi sur les Indiens* et les lois territoriales ainsi que par les obligations légales stipulées au paragraphe 91(24) de la *Loi constitutionnelle*. Le Ministère administre au total plus de 50 lois. Par conséquent, le rôle d'AADNC est complexe et ses responsabilités touchent un large éventail de programmes.

Le Ministère veille à respecter les obligations et engagements pris par le gouvernement du Canada à l'égard des Premières nations, des Inuits et des Métis et à s'acquitter des responsabilités constitutionnelles qui incombent au gouvernement fédéral dans le Nord.

Le ministre des Affaires autochtones et du développement du Nord exerce également la fonction d'interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits. À ce titre, il sert d'intermédiaire entre le gouvernement du Canada et les Métis, les Indiens non inscrits et les Autochtones vivant en milieu urbain. L'objectif de cette relation est de défendre les intérêts des Canadiens d'origine autochtone hors réserve et de travailler avec eux pour leur fournir les mêmes services qu'à ceux qui vivent dans les réserves.

2. Organisation

La Direction de l'AIPRP est chargée de l'administration des demandes présentées en vertu de la LAI. Elle a été mise sur pied au sein du Secrétariat du Ministère et relève du secrétaire du

Ministère, qui, pour sa part, est directement responsable devant le sous-ministre et fait partie du Comité de la haute direction d'AADNC. La Direction est aussi responsable de la coordination et de la mise en œuvre des politiques, des lignes directrices et des procédures que le Ministère doit suivre pour respecter les dispositions de la LAI. De plus, la Direction offre des ateliers, des cours de formation et des séances de sensibilisation conçus pour améliorer les connaissances et la compréhension des questions liées à l'accès à l'information et à la protection des renseignements personnels dans l'ensemble du Ministère.

La Direction comprend deux divisions, soit l'Unité de l'AIPRP et la Division de la politique sur la protection des renseignements personnels. L'Unité de l'AIPRP est constituée des postes suivants :

- Le directeur, qui, à titre de coordonnateur institutionnel de l'AIPRP, détient également tous les pouvoirs délégués prévus par la LAI.
- L'analyste de la communication des rapports, qui aide le directeur dans la production des rapports périodiques à l'intention des intervenants internes et externes.
- L'adjoint administratif, qui aide le directeur dans ses fonctions administratives et organisationnelles courantes.
- Deux conseillers principaux (chefs d'équipe) chargés du contrôle de l'administration des demandes par leur équipe d'analystes respective, ce qui comprend l'examen des demandes traitées, la formation et le renforcement des capacités.
- Dix analystes (4 x PM-04, 4 x PM-03, 2 x PM-02), répartis dans deux équipes sous l'autorité des deux chefs d'équipe, traitent des demandes dont le volume et la complexité varient selon leur niveau.
- Quatre commis qui saisissent toutes les demandes dans le système électronique, accusent réception des demandes, assurent les services d'imagerie et sont chargés d'autres tâches administratives.

Au cours de la période de rapport 2010-2011, l'Unité de l'AIPRP a dû composer avec le fait qu'un certain nombre de postes étaient vacants dans sa structure organisationnelle. Comme sa capacité d'analyse était insuffisante, l'Unité a dû faire appel à des consultants en matière d'accès à l'information.

3. Ordonnance de délégation de pouvoirs

En vertu de l'article 73 de la LAI, le ministre peut déléguer à des responsables ministériels ses attributions en ce qui concerne l'administration de la LAI au sein d'AADNC.

Au début de la période de rapport, une ordonnance de délégation de pouvoirs datée du 26 mai 2008 était toujours en vigueur (annexe A). Cette ordonnance stipulait que les postes suivants étaient habilités à administrer la LAI :

- Secrétaire du Ministère
- Coordonnateur de l'AIPRP du Ministère
- Des fonctionnaires désignés pouvant agir au nom des titulaires de poste ci-dessus en leur absence

Une nouvelle ordonnance de délégation de pouvoirs a été signée le 3 novembre 2010 à la suite de la désignation d'un nouveau ministre (annexe B) pour AADNC. En vertu de l'article 73 de la LAI, l'ordonnance déléguait au secrétaire du Ministère et au coordonnateur de l'AIPRP au sein du Secrétariat du Ministère la totalité des pouvoirs et la responsabilité en ce qui concerne l'administration de la LAI. La délégation de la totalité des pouvoirs au coordonnateur de l'AIPRP appuyait l'engagement continu d'AADNC en ce qui concerne le traitement opportun des demandes.

4. Interprétation du rapport statistique

Le rapport statistique a été communiqué au Secrétariat du Conseil du Trésor (SCT) le 27 mai 2011 (annexe C). Le rapport statistique présente en détail tous les aspects des demandes que la Direction de l'AIPRP a reçues et traitées durant la période du 1^{er} avril 2010 au 31 mars 2011. Au cours de la période visée, 278 demandes ont été traitées, et 134 dossiers actifs ont été reportés à l'exercice suivant.

4.1 Sources des demandes

Le *Tableau 1* ci-dessous présente la répartition des sources des demandes reçues en vertu de la LAI durant la période visée par le rapport, soit du 1^{er} avril 2010 au 31 mars 2011 :

Tableau 1. Sources des demandes reçues en vertu de la LAI entre le 1 ^{er} avril 2010 et le 31 mars 2011.		
Source	Nombre de demandes	Pourcentage (%)
Grand public	162	51,92
Médias	77	24,68
Organisation	33	10,58
Secteur commercial	27	8,65
Milieu universitaire	13	4,17
Total	312	100

Comme l'indique le *Tableau 1*, l'Unité de l'AIPRP a reçu la majorité de ses demandes d'accès du grand public, soit 162 (51,92 %). Au deuxième rang, les médias ont acheminé 77 demandes d'accès (24,68 %).

Les demandes du grand public englobent celles reçues de tout particulier canadien, y compris les membres des Premières nations. Ces demandeurs s'intéressent principalement aux questions touchant les réserves, à savoir les enquêtes, le traitement des eaux, l'application de la loi, l'enseignement postsecondaire, les droits fonciers issus des traités, les règlements administratifs, les élections et les terres.

Les demandes reçues des médias ont souvent trait à des questions d'argent – salaires des chefs et des conseillers, subventions et contributions, fonds destinés aux Premières nations, rapports de vérification et coûts opérationnels.

4.2 Demandes reçues

Le *Tableau 2* ci-dessous présente le nombre de demandes reçues en vertu de la LAI durant la période visée par le rapport, soit du 1^{er} avril 2010 au 31 mars 2011 :

Tableau 2. Demandes reçues en vertu de la LAI entre le 1 ^{er} avril 2010 et le 31 mars 2011.		
Demandes	Nombre de demandes	Pourcentage (%)
Reçues durant la période visée	312	75,73
Reportées de l'exercice précédent	100	24,25
Total	412	100

L'Unité de l'AIPRP a reçu 312 demandes d'accès à l'information en vertu de la LAI. De plus, 100 demandes ont été reportées de l'exercice financier précédent, pour un total de 412 demandes. Il n'y a pas eu d'écart important quant au nombre de demandes reçues en 2009-2010 et en 2010-2011 (hausse de 12 demandes). Toutefois, par rapport à 2009-2010, 20 demandes de moins ont été reportées de l'exercice précédent en 2010-2011 (100 demandes).

4.3 Demandes menées à terme

Le *Tableau 3* ci-dessous présente le résultat du traitement des demandes reçues en vertu de la LAI durant la période visée par le rapport, soit du 1^{er} avril 2010 au 31 mars 2011 :

Tableau 3. Résultat du traitement des demandes reçues en vertu de la LAI entre le 1 ^{er} avril 2010 et le 31 mars 2011.		
Résultat	Nombre de demandes	Pourcentage (%)
Divulgence partielle	90	32,37
Abandon par le requérant	83	29,86
Traitement impossible	43	15,47
Divulgence totale	39	14,03
Aucune divulgation (exemption)	17	6,12
Transmission de la demande	3	1,08
Traitement non officiel	2	0,72
Aucune divulgation (exclusion)	1	0,35
Total	278	100

Le résultat le plus fréquent des demandes traitées durant la période visée par le rapport a été la divulgation partielle, qui s'est produite dans le cas de 90 demandes (32,37 %). Bon nombre des dossiers demandés contiennent des renseignements personnels ou des renseignements financiers, commerciaux, scientifiques ou techniques fournis à une institution fédérale par un tiers, qui sont respectivement protégés en vertu du paragraphe 19(1) et de l'alinéa 20(1)b) de la LAI.

Le deuxième résultat sur le plan de la fréquence était l'abandon de la demande par le requérant, qui s'est produit dans le cas de 83 demandes (29,86 %). Les dossiers en retard ont été fermés lorsque les demandeurs n'étaient plus intéressés par leur demande initiale, ont accepté que leur demande soit traitée de façon officieuse ou ont reformulé leur demande de sorte qu'un nouveau dossier a été ouvert à des fins administratives.

Le troisième résultat le plus fréquent était le traitement impossible, qui s'est produit dans le cas de 43 demandes (15,47 %). L'Unité de l'AIPRP n'était pas en mesure de traiter les demandes visant l'accès à des dossiers qui ne relèvent pas d'AADNC.

4.4 Exceptions invoquées

Le *Tableau 4* ci-dessous présente la liste des exceptions invoquées en vertu de la LAI durant la période visée par le rapport, soit du 1^{er} avril 2010 au 31 mars 2011 :

Tableau 4. Exceptions invoquées entre le 1 ^{er} avril 2010 et le 31 mars 2011.		
Article de la Loi	Nombre de demandes	Pourcentage (%)
13(1)c)	4	1,76
14	3	1,30
15(1) (Défense)	2	0,87
16(1)c)	3	1,30
16(2)	3	1,30
17	3	1,30
18a)	7	3,31
18b)	1	0,41
18d)	2	0,87
<i>Total partiel – Article 18</i>	<i>10</i>	<i>4,41</i>
19(1)	71	31,28
20(1)a)	1	0,41
20(1)b)	33	14,54
20(1)c)	18	7,93
20(1)d)	9	3,96
<i>Total partiel – Paragr. 20(1)</i>	<i>61</i>	<i>26,87</i>
21(1)a)	19	8,37
21(1)b)	17	7,49
21(1)c)	10	4,41
21(1)d)	3	1,30
<i>Total partiel – Paragr. 21(1)</i>	<i>49</i>	<i>21,59</i>
22	4	1,75
23	13	5,73
26	1	0,41
Total	227	100

Comme par les années antérieures, l'exception la plus souvent invoquée durant la période de référence était la protection des renseignements personnels en vertu du paragraphe 19(1), qui a été citée dans 71 (31,28 %) documents à communiquer.

Sur le plan de la fréquence, la deuxième exception appliquée l'a été en vertu de l'alinéa 20(1)b), qui protège les renseignements financiers, scientifiques ou techniques des tiers. Cette exception a été appliquée dans le cas de 33 demandes (14,54 %).

4.5 Exclusions citées

Le *Tableau 5* ci-dessous présente la liste des exclusions citées en vertu de la LAI durant la période visée par le présent rapport, soit du 1^{er} avril 2010 au 31 mars 2011 :

Tableau 5. Exclusions citées entre le 1 ^{er} avril 2010 et le 31 mars 2011.		
Article de la Loi	Nombre de citations	Pourcentage (%)
68a)	4	23,53
69(1)a)	1	5,88
69(1)d)	2	11,76
69(1)e)	3	17,65
69(1)g)	7	41,18
<i>Total partiel – Paragr. 69(1)</i>	<i>13</i>	<i>76,47</i>
Total	17	100

Durant la période visée par le présent rapport, la plupart des exclusions ont été citées en vertu du paragraphe 69(1), soit dans le cas de 13 demandes (76,47 %). Ces exclusions peuvent être attribuées au processus de demande de financement par le biais de présentations au Conseil du Trésor (CT) et de mémoires au Cabinet.

4.6 Délais de traitement

Le *Tableau 6* ci-dessous présente les délais de traitement nécessaires pour chacune des demandes traitées durant la période visée par le présent rapport, soit du 1^{er} avril 2010 au 31 mars 2011 :

Tableau 6. Délais de traitement des demandes reçues entre le 1 ^{er} avril 2010 et le 31 mars 2011.		
Période	Nombre de demandes	Pourcentage (%)
30 jours ou moins	94	33,81
De 31 à 60 jours	47	16,91
De 61 à 120 jours	47	16,91
181 jours ou plus	90	32,37
Total	278	100

L'Unité de l'AIPRP a réussi à traiter 94 (33,81 %) des demandes d'accès dans le délai de 30 jours prévu par la Loi, sans prorogations de délais. Au-delà du délai de 30 jours, 47 (16,91 %) demandes ont été traitées dans un délai additionnel de 30 jours, et un délai de 61 à 120 jours a

été nécessaire pour le traitement de 47 (16,91 %) autres demandes. D'après le *Tableau 6*, 90 (32,37 %) demandes ont été traitées dans un délai de 180 jours ou plus.

4.7 Prorogations de délais

Le *Tableau 7* ci-dessous présente les délais de traitement nécessaires pour chacune des demandes traitées durant la période visée par le présent rapport, soit du 1^{er} avril 2010 au 31 mars 2011 :

Tableau 7. Prorogations du délai prévu par la Loi appliquées entre le 1 ^{er} avril 2010 et le 31 mars 2011.				
Motif	30 jours ou moins	31 jours ou plus	Total	Pourcentage (%)
Volume/recherche	20	29	49	47,57
Tierce partie	2	26	28	27,19
Consultation	8	18	26	25,24
Total	30	73	103	100

Le motif le plus souvent invoqué pour proroger le délai réglementaire était celui du volume des dossiers, qui a été utilisé dans le cas de 49 (47,57 %) demandes. La majorité des prorogations de délais qui ont été appliquées aux demandes étaient de plus de 31 jours (73 prorogations).

4.8 Traductions

Il n'y a eu aucune demande de traduction au cours de la période visée par le présent rapport.

4.9 Mode de communication

Le *Tableau 8* ci-dessous présente les modes de communication utilisés par AADNC durant la période visée par le présent rapport, soit du 1^{er} avril 2010 au 31 mars 2011 :

Tableau 8. Modes de communication des dossiers demandés entre le 1 ^{er} avril 2010 et le 31 mars 2011.		
Mode	Nombre d'occurrences	Pourcentage (%)
Exemplaires remis	128	100
Total	129	100

Le seul mode de communication des dossiers demandés en vertu de la LAI au cours de la période visée par le présent rapport était la remise d'exemplaires, y compris des exemplaires en format numérique lorsque le demandeur pouvait les consulter. La Direction de l'AIPRP n'a reçu aucune demande d'examen de dossiers.

4.10 Frais et coûts

Le *Tableau 9* ci-dessous présente les frais perçus et annulés durant la période visée par le présent rapport, soit du 1^{er} avril 2010 au 31 mars 2011 :

Tableau 9. Frais perçus entre le 1 ^{er} avril 2010 et le 31 mars 2011.		
Type de frais		Montant
Frais de demande		1 350,00 \$
Frais de reproduction		1 275,70 \$
Total		2 625,70 \$
Frais annulés	Fréquence	Montant
25 \$ ou moins	27	180,80 \$
Plus de 25 \$	37	44 268,91 \$
Total	64	44 449,71 \$

Entre le 1^{er} avril 2010 et le 31 mars 2011, AADNC a perçu 1 350 \$ en frais de demande et 1 275,70 \$ en frais de reproduction. AADNC a été en mesure de renoncer à 44 449,70 \$ en frais de plus de 25 \$ et à 180,80 \$ en frais de moins de 25 \$.

Le *Tableau 10* ci-dessous présente les coûts engagés durant la période visée par le présent rapport, soit du 1^{er} avril 2010 au 31 mars 2011 :

Tableau 10. Coûts liés à l'administration de l'Unité de l'AIPRP d'AADNC entre le 1 ^{er} avril 2010 et le 31 mars 2011.	
Finances	Montant
Salaires	739 897,34 \$
Administration (fonctionnement et entretien)	110 515,51 \$
Total	850 412,85 \$
Années-personnes (nombre décimal)	10,95

Les coûts engagés au cours de la période visée par le rapport sont calculés en fonction des salaires des employés de la Direction de l'AIPRP (10,95 ETP) et des dépenses de fonctionnement et d'entretien associés à l'administration de la LAI. Une grande partie des dépenses de fonctionnement et d'entretien a été affectée à l'embauche d'employés temporaires et de consultants de l'AIPRP afin de traiter l'important volume des demandes.

5. Autres fonctions de la Direction de l'AIPRP

L'Unité de l'AIPRP traite aussi d'autres types de dossiers, y compris des demandes non officielles comme des demandes de consultation en matière d'accès à l'information, des demandes d'accès non officielles et vérifications préalables à l'affectation. Toutes ces demandes alourdissent considérablement la charge de travail de la Direction. En effet, entre le 1^{er} avril 2010 et le 31 mars 2011, la Direction de l'AIPRP a reçu plus de 2 700 demandes.

5.1 Demandes de consultation provenant d'autres institutions

Lorsqu'une demande porte sur des dossiers qui concernent davantage une autre institution, on consulte le coordonnateur de l'AIPRP de cette institution. Au cours de la période visée par le présent rapport, les institutions ont consulté AADNC dans 135 cas, pour un volume combiné de plus de 3 400 pages acheminées par les différents ordres de gouvernement.

5.2 Traitement non officiel des demandes d'accès à l'information

Le Ministère reçoit des demandes de renseignements auxquelles il peut répondre sans faire renvoi à la LAI, mais en respectant l'esprit de la loi. Dans ces cas-là, les frais de demande de 5 \$ ne s'appliquent pas.

Les demandes sont traitées de façon non officielle lorsque les renseignements demandés sont principalement du domaine public ou peuvent être divulgués pour d'autres raisons (p. ex. un rapport de vérification d'une bande au membre d'une bande). Lorsque les demandes sont traitées de façon non officielle, les requérants ne peuvent présenter une plainte au Commissaire à l'information.

Toute demande visant la communication d'exemplaires de documents qui ont déjà été communiqués à la suite du traitement d'une demande antérieure, soit les demandes qui figurent sur la page Web de divulgation proactive d'AADNC, est considérée comme une demande de communication non officielle. Entre le 1^{er} avril 2010 et le 31 mars 2011, 141 demandes d'accès ont été traitées de façon non officielle.

6. Plaintes et enquêtes

Chaque plainte qu'AADNC reçoit est traitée avec diligence. Le *Tableau 11* ci-dessous présente les plaintes déposées auprès du Commissariat à l'information du Canada (CIC) entre le 1^{er} avril 2010 et le 31 mars 2011 :

Tableau 11. Plaintes déposées auprès du Commissaire à l'information entre le 1^{er} avril 2010 et le 31 mars 2011.

Type de plainte	Nombre de plaintes	Pourcentage (%)
Retard (présomption de refus)	18	38,30
Prorogation de délai	10	21,28
Exception / exclusion	8	17,02
Divers	7	14,88
Frais	2	4,26
N'existe pas / recherche incomplète	2	4,26
Total	47	100

Entre le 1^{er} avril 2010 et le 31 mars 2011, le Commissariat à l'information du Canada (CIC) a reçu 47 plaintes contre le Ministère à propos du traitement de demandes présentées en vertu de la LAI. Les plaintes les plus souvent déposées – 18 (38,30 %) – avaient trait à un retard (présomption de refus) dans l'autorisation d'accès aux dossiers. Sur le plan de la fréquence, le deuxième motif des plaintes concernait l'application des prorogations de délais et les exceptions / exclusions, soit respectivement 10 (21,28 %) et huit (17,02 %) plaintes.

En plus des plaintes déposées en 2010-2011, 32 plaintes ont été reportées de l'exercice précédent.

Le *Tableau 12* ci-dessous présente le résultat des plaintes examinées par le CIC entre le 1^{er} avril 2010 et le 31 mars 2011 :

Tableau 12. Résultat des plaintes examinées par le Commissaire à l'information entre le 1 ^{er} avril 2010 et le 31 mars 2011		
Résultat	Nombre d'occurrences	Pourcentage (%)
Bien fondées (régérées)	23	74,19
Non fondées	3	9,68
Abandonnées	5	16,13
Total	31	100

Comme l'indique le *Tableau 12*, 31 enquêtes ont été menées à bien en 2010-2011 et 57 plaintes seront reportées au prochain exercice. Des 31 enquêtes menées à bien, le CIC a conclu que trois plaintes (9,68 %) n'étaient pas fondées, que 23 plaintes (74,19 %) étaient bien fondées et que cinq plaintes (16,13 %) ont été abandonnées. Chacune des 23 plaintes bien fondées a été réglée.

7. Faits saillants d'AADNC en 2010-2011

AADNC prône une culture d'ouverture en assurant efficacement le traitement des demandes de communication. Le Ministère est activement engagé à faire preuve de transparence en se conformant à la *Loi sur l'accès à l'information* et aux politiques et procédures ministérielles à cet égard. Au cours de l'exercice financier 2010-2011, AADNC a réalisé des progrès en s'efforçant d'adopter une culture axée sur les solutions qui repose sur le traitement efficace des demandes de communication et en renforçant la sensibilisation et la formation à l'égard de l'accès à l'information dans l'ensemble du Ministère. Voici les faits saillants du Ministère en 2010-2011 :

7.1 Sensibilisation et formation

La sensibilisation du personnel à l'égard de la *Loi sur l'accès à l'information*, de ses conséquences pour le Ministère et de ses fonctions est très importante pour AADNC.

Au cours des dernières années, il est devenu évident que le public se soucie de l'accès aux documents du gouvernement et s'y intéresse. La transparence, la responsabilité et la rapidité du service en ce qui concerne le droit d'accès des demandeurs aux documents du gouvernement sont des éléments essentiels que doit couvrir la formation d'AADNC sur la *Loi sur l'accès à l'information* (LAI).

Lorsqu'il comprend bien la *Loi sur l'accès à l'information*, le personnel est mieux en mesure de gérer les demandes de renseignements et d'y répondre avec assurance et efficacité. Par conséquent, dans le cadre de sa formation, AADNC a pour priorité de s'assurer que le personnel comprend et met en œuvre les politiques et les procédures du SCT liées à la LAI.

En tout, AADNC a offert 19 séances de formation sur l'AIPRP au cours de l'exercice financier 2009-2010. Neuf des séances sur l'AIPRP ont été présentées en anglais et 10 ont été offertes en français. Chaque séance durait en moyenne trois heures. Durant la période visée par le présent rapport, la Direction de l'AIPRP a assuré la formation de plus de 275 employés sur les protocoles associés à l'AIPRP.

Au bout du compte, la formation du personnel contribuera à accroître la capacité d'AADNC de remplir ses obligations législatives, y compris son devoir de « prêter assistance » au sens de la *Loi fédérale sur la responsabilité*.

7.2 Réduction de l'arriéré

Cette année, la Direction de l'AIPRP a dû relever d'importants défis en raison de l'accumulation des demandes de communication reportées des années précédentes. Cet arriéré des demandes s'explique principalement par les contraintes en matière de capacité et par le taux de roulement du personnel au sein du Ministère. Ainsi, en novembre 2010, l'arriéré était de 115 demandes en retard.

Reconnaissant ce problème, la Direction de l'AIPRP a mis en place une stratégie complète afin d'éliminer l'arriéré et de continuer à promouvoir l'accès opportun aux dossiers d'AADNC. La stratégie énonce en détail les progrès réalisés dans le traitement de chaque dossier en retard et présente les dates cibles pour la communication des renseignements. Depuis que le Ministère a commencé à en faire le suivi en novembre 2010, l'arriéré est passé de 115 à 63 demandes, soit une réduction de 52 demandes ou de 45,22 %. On prévoit que l'arriéré sera entièrement éliminé d'ici le troisième trimestre de l'exercice 2011-2012.

8. Modifications apportées à l'organisation, aux politiques, aux lignes directrices et aux procédures

AADNC a mis en œuvre les nouvelles procédures suivantes au cours de la période visée par le présent rapport :

8.1 Divulgence proactive des demandes d'accès à l'information complétées

Grâce à la divulgation proactive des renseignements gouvernementaux sur les sites Web ministériels, la population canadienne et le Parlement sont mieux en mesure de s'assurer que les représentants du gouvernement et du secteur public sont tenus responsables de leurs actions. À cette fin, le SCT a indiqué que les institutions devaient diffuser, dans les deux langues officielles, une liste mensuelle des résumés des demandes d'accès à l'information qui ont été complétées. À la fin de décembre 2010, AADNC a lancé sa page Web de divulgation proactive des demandes d'accès à l'information complétées (<http://www.ainc-inac.gc.ca/prodis/atip/rqs-fra.asp>). La page Web présente la liste de toutes les demandes qui ont été traitées depuis avril 2010. La diffusion des demandes d'accès à l'information complétées permet aussi à la Direction de l'AIPRP de traiter certaines demandes de communication de façon non officielle en reproduisant simplement des ensembles de documents qui ont déjà été communiqués.

8.2 Gestion et utilisation du courrier électronique (courriel)

AADNC a mis en œuvre de saines pratiques de gestion de l'information (GI) pour la gestion des courriels, notamment en évitant le double emploi de la correspondance par courriel dans les dossiers pertinents, en s'assurant que les courriels se rapportent à l'objet, en déterminant les documents d'activités opérationnelles, en créant des dossiers qui contiennent des messages de courriel semblables, en supprimant les messages qui ne sont plus requis de façon opportune et en classant ou en archivant les messages dans les systèmes de suivi appropriés. Le soutien proactif d'AADNC à l'égard de cette initiative lui a permis de réduire le volume des pages de demandes d'accès à l'information et d'améliorer de façon générale ses pratiques de gestion de l'information.

Annexe A. Ordonnance de délégation de pouvoirs en vertu de la LAI – 26 mai 2008

Ministre des Affaires indiennes et
du Nord canadien et interlocuteur fédéral
auprès des Métis et des Indiens non inscrits



Minister of Indian Affairs and
Northern Development and Federal Interlocutor
for Métis and Non-Status Indians

Ottawa, Canada K1A 0H4

Loi sur l'accès à l'information - Ordonnance de délégation de pouvoirs

En application des pouvoirs de désignation qui me sont conférés en vertu de l'article 73 de la *Loi sur l'accès à l'information*, j'autorise par les présentes les employés exerçant des fonctions ou occupant le poste de secrétaire du Ministère, Secrétariat du Ministère (numéro de poste 12294), le coordonnateur (numéro de poste 62185) de l'Accès à l'information et de la protection des renseignements personnels et les employés qui leur succéderont, y compris les employés qui les remplacent en leur absence, ou toute personne ou agent désigné par écrit pour les remplacer, à exercer ces pouvoirs, responsabilités ou fonctions dévolus au ministre en tant que chef de cette institution administrative en vertu de la Loi, et tel qu'énoncés dans l'annexe A ci-jointe.

J'autorise par la présente les conseillers principaux de l'Accès à l'information et de la protection des renseignements personnels (numéros de postes 62364, 12590, 12061 et 12058) et ceux qui leur succéderont, y compris, en leur absence, toute personne ou agent désigné par écrit pour agir en son nom, à exercer les pouvoirs, les responsabilités ou les

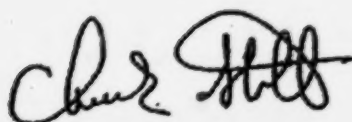
Access to Information Act - Delegation Order

Pursuant to the powers of designation conferred upon me by Section 73 of the *Access to Information Act*, the persons exercising the functions or positions of Corporate Secretary, Corporate Secretariat (position number 12294), and the departmental Access to Information and Privacy Coordinator (position number 62185) and their respective successors, including in their absence, a person or officer designated in writing to act in the place of the holder of any such functions or positions are hereby designated to exercise those powers, duties or functions of the Minister as the Head of the government institution under the Act, and as set out in the attached Schedule A.

The departmental Access to Information and Privacy Senior Advisors (position numbers 62364, 12590, 12061 and 12058) and their respective successors, including in her/his absence, a person or officer designated in writing as being authorized to act in the place of the holder of any such function or position, are hereby designated to exercise those powers,

fonctions dévolus au ministre en tant que
chef de cette institution administrative du
gouvernement en vertu de la Loi, et tel
qu'énoncés dans l'annexe B ci-jointe.

duties or functions of the Minister as the
Head of the government institution under
the Act, and as set out in the attached
Schedule B.



Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien
Minister of Indian Affairs and Northern Development

Signé à Gatineau, le 26 mai, 2008
Dated at Gatineau, the 26 of May, 2008

Annexe A. Ordonnance de délégation de pouvoirs en vertu de la LAI – 26 mai 2008 (suite)

ANNEXE A

MINISTÈRE DES AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN **ANNEXE DE L'ORDONNANCE DE DÉLÉGATION DE POUVOIRS**

DÉSIGNATION EN VERTU DE L'ARTICLE 73 DE **LA LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION**

Articles et pouvoirs, responsabilités ou fonctions

- 6 Aviser le demandeur qu'il faut plus d'informations pour donner suite à sa demande
- 7a) Aviser le demandeur que sa demande a été reçue
- 8(1) Transmettre la demande à une autre institution ou accepter une demande d'une autre institution
- 9 Proroger le délai
- 10 Refus de confirmer si l'information existe ou non
- 11 Demander des frais supplémentaires
- 12(2)(3) Donner accès aux documents sous autres formes de communication
- 13 Prélever des renseignements obtenus à titre confidentiel
- 14 Prélever des renseignements protégés sur les affaires fédérales-provinciales
- 15 Prélever des renseignements protégés sur les affaires internationales ou la défense
- 16 Prélever des renseignements protégés sur l'exécution de la loi et les enquêtes
- 17 Prélever des renseignements protégés pour la sécurité des individus
- 18 Prélever des renseignements protégés sur les intérêts économiques du Canada
- 19 Prélever des renseignements personnels
- 20 Communiquer ou refuser de communiquer des renseignements de tiers
- 21 Prélever des renseignements protégés sur des avis, des décisions prises par le gouvernement, des projets ou des positions envisagées dans le cadre de négociations, etc.
- 22 Prélever des renseignements protégés sur les examens et les vérifications
- 23 Prélever des renseignements protégés en raison du secret professionnel qui lie un avocat à son client
- 24 Prélever des renseignements protégés en raison des prescriptions d'autres lois
- 25 Prélever de l'information
- 26 Refuser de communiquer pour cause de publication dans un délai de 90 jours
- 27(1)(4) Aviser les tiers de leurs droits de faire des représentations quant à la communication de leurs documents
- 28 Recevoir les observations/représentations des tiers. Prendre une décision quant à la communication des renseignements ou d'une partie des renseignements; et aviser les tiers de leur droit d'interjeter appel à la Cour fédérale
- 29(1) Communiquer les renseignements sur la recommandation du Commissaire à l'information
- 33 Transmettre au Commissaire à l'information le nom du tiers visé par une demande d'accès à l'information
- 35(2) Présenter des observations au Commissaire à l'information pendant une enquête

- 37(4) Communiquer les renseignements au plaignant
- 43(1) Informer un tiers que le demandeur a présenté un avis de recours en révision
- 44(2) Informer le demandeur du recours en révision du tiers
- 52 Appliquer des règles spéciales concernant les auditions à huis clos
- 69 Exclure des documents confidentiels du Cabinet
- 71 Consulter et exclure des renseignements des manuels
- 72(1) Préparer un rapport annuel destiné au Parlement
- 77 S'acquitter des responsabilités dévolues au Chef de l'institution par suite de règlement pris en vertu de l'article 77 qui porte sur des aspects dont il n'est pas question ci-dessus

ANNEXE B

MINISTÈRE DES AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN **ANNEXE DE L'ORDONNANCE DE DÉLÉGATION DE POUVOIRS**

DÉSIGNATION EN VERTU DE L'ARTICLE 73 DE **LA LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION**

Articles et pouvoirs, responsabilités ou fonctions

- 6 Aviser le demandeur qu'il faut plus d'informations pour donner suite à sa demande
- 7a) Aviser le demandeur que sa demande a été reçue
- 8(1) Transmettre la demande à une autre institution ou accepter une demande d'une autre institution
- 9 Proroger le délai
- 11 Demander des frais supplémentaires
- 27(1)(4) Aviser les tiers de leurs droits de faire des représentations quant à la communication de leurs documents
- 28 Recevoir les observations/représentations des tiers. Prendre une décision quant à la communication des renseignements ou d'une partie des renseignements; et aviser les tiers de leur droit d'interjeter appel à la Cour fédérale
- 33 Transmettre au Commissaire à l'information le nom du tiers visé par une demande d'accès à l'information
- 35(2) Présenter des observations au Commissaire à l'information pendant une enquête
- 43(1) Informer un tiers que le demandeur a présenté un avis de recours en révision
- 44(2) Informer le demandeur du recours en révision du tiers

Annexe B. Ordonnance de délégation de pouvoirs en vertu de la LAI – 3 novembre 2010

Ministre des Affaires indiennes et
du Nord canadien, interlocuteur fédéral
auprès des Métis et des Indiens non inscrits et
ministre de l'Agence canadienne de développement
économique du Nord



Ottawa, Canada K1A 0H4

Minister of Indian Affairs and
Northern Development, Federal Interlocutor
for Métis and Non-Status Indians and
Minister of the Canadian Northern Economic
Development Agency

NOV - 3 2010

Loi sur l'accès à l'information - Ordonnance de délégation de pouvoirs

En application des pouvoirs de désignation qui me sont conférés en vertu de l'article 73 de la *Loi sur l'accès à l'information*, j'autorise par les présentes les employés exerçant des fonctions ou occupant le poste de Secrétaire du ministère, secrétariat du ministère (numéro de poste 12294), le Coordonnateur (numéro de poste 62185) de l'Accès à l'information et de la protection des renseignements personnels et les employés qui les succéderont, y compris les employés qui les remplacent en leur absence, ou toute personne ou agent désigné par écrit pour les remplacer, à exercer ces pouvoirs, responsabilités ou fonctions dévolus au ministre en tant que Chef de cette institution administrative en vertu de la *Loi*, et tel qu'énoncés dans l'annexe A ci-jointe.

J'autorise par la présente les conseillers principaux de l'Accès à l'information et de la protection des renseignements personnels (numéros de postes 62364, 12590 et 12061) et ceux qui les succéderont, y compris, en leur absence, toute personne ou agent désigné par écrit pour agir en son nom, à exercer les pouvoirs, les responsabilités ou les fonctions dévolus au ministre en tant que Chef

Access to Information Act - Delegation Order

Pursuant to the powers of designation conferred upon me by Section 73 of the *Access to Information Act*, the persons exercising the functions or positions of Corporate Secretary, Corporate Secretariat (position number 12294), and the departmental Access to Information and Privacy Coordinator (position number 62185) and their respective successors, including in their absence, a person or officer designated in writing to act in the place of the holder of any such functions or positions are hereby designated to exercise those powers, duties or functions of the Minister as the Head of the government institution under the *Act*, and as set out in the attached Schedule A.

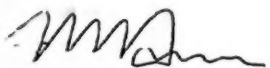
The departmental Access to Information and Privacy Senior Advisors (position numbers 62364, 12590 and 12061) and their respective successors, including in her/his absence, a person or officer designated in writing as being authorized to act in the place of the holder of any such function or position, are hereby designated to exercise those powers, duties or functions of the Minister as

Canada

- 2 -

de cette institution administrative du
gouvernement en vertu de la Loi, et tel
qu'énoncés dans l'annexe B ci-jointe.

the Head of the government institution
under the Act, and as set out in the
attached Schedule B.



Ministre des Affaires indiennes et du Nord Canadien
Minister of Indian Affairs and Northern Development

Signé à Gatineau, le 2010
Dated at Gatineau, the 3rd of, November, 2010

Annexe B. Ordonnance de délégation de pouvoirs en vertu de la LAI – 3 novembre 2010 (suite)

ANNEXE A

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN **ORDONNANCE DE DÉLÉGATION DE POUVOIRS**

DÉSIGNATION EN VERTU DE L'ARTICLE 73 DE **LA LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION**

Articles et Pouvoirs, responsabilités ou fonctions

- 6 Aviser le demandeur qu'il faut plus d'informations pour procéder avec sa demande
- 7(a) Aviser le demandeur que sa demande a été reçue
- 8(1) Transférer la demande à une autre institution ou accepter une demande d'une autre institution
- 9 Proroger le délai
- 10 Refus de confirmer si l'information existe ou non
- 11 Demander des frais supplémentaires
- 12 Donner accès aux documents sous autres formes de communication
- 13 Prélever des renseignements obtenus à titre confidentiel
- 14 Prélever des renseignements protégés sur les affaires fédérales provinciales
- 15 Prélever des renseignements protégés sur les affaires internationales ou la défense
- 16 Prélever des renseignements protégés sur l'exécution de la loi et les enquêtes
- 17 Prélever des renseignements protégés pour la sécurité des individus
- 18 Prélever des renseignements protégés sur les intérêts économiques du Canada
- 19 Prélever des renseignements personnels
- 20 Communiquer ou refuser de communiquer des renseignements de tiers
- 21 Prélever des renseignements protégés sur des avis, des décisions prises par le gouvernement, des projets ou des positions envisagées dans le cadre de négociation, etc.
- 22 Prélevés des renseignements protégés sur les examens et les vérifications
- 23 Prélever des renseignements protégés en raison du secret professionnel qui lie un avocat à son client
- 24 Prélever des renseignements protégés en raison des prescriptions d'autres lois
- 25 Prélever de l'information
- 26 Refuser de communiquer pour cause de publication dans un délai de 90 jours
- 27(1)(4) Aviser les tiers que leurs droits de faire des représentations quant à la communication de leurs documents
- 28(1)(2) Recevoir les observations/représentations des tiers;
- 28(4) Prendre une décision quant à la communication des renseignements ou d'une partie des renseignements; et aviser les tiers de leur droit d'interjeter appel à la Cour fédérale

- 29(1) Communiquer les renseignements sur la recommandation du commissaire à l'information
- 33 Transmettre au Commissaire à l'information le nom du tiers visé par une demande d'accès à l'information
- 35(2) Présenter des observations au Commissaire à l'information pendant une enquête
- 37(4) Communiquer les renseignements au plaignant
- 43(1) Informer un tiers que le demandeur a présenté un avis de recours en révision
- 44(2) Informer le demandeur du recours en révision du tiers
- 52(2)(3) Appliquer des règles spéciales concernant les auditions à huis clos
- 69 Exclure des documents confidentiels du Cabinet
- 71 Consulter et exclure des renseignements des manuels
- 72(1) Établir du rapport annuel à présenter au parlement
- 77 S'acquitter des responsabilités dévolues au Chef de l'institution par suite de règlement pris en vertu de l'article 77 qui porte sur des aspects dont il n'est pas question ci-dessus

ANNEXE B

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN **ANNEXE DE L'ORDONNANCE DE DÉLÉGATION DE POUVOIRS**

DÉSIGNATION EN VERTU DE L'ARTICLE 73 DE LA **LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION**

Articles et Pouvoirs, responsabilités ou fonctions

- 6 Aviser le demandeur qu'il faut plus d'informations pour procéder avec sa demande
- 7(a) Aviser le demandeur que sa demande a été reçue
- 8(1) Transférer la demande à une autre institution ou accepter une demande d'une autre institution
- 9 Proroger le délai
- 11 Demander des frais supplémentaires
- 27(1)(4) Aviser les tiers que leurs droits de faire des représentations quant à la communication de leurs documents
- 28(1)(2) Recevoir les observations/représentations des tiers;
- 28(4) Prendre une décision quant à la communication des renseignements ou d'une partie des renseignements; et aviser les tiers de leur droit d'interjeter appel à la Cour fédérale
- 33 Transmettre au Commissaire à l'information le nom du tiers visé par une demande d'accès à l'information
- 35(2) Présenter des observations au Commissaire à l'information pendant une enquête
- 43(1) Informer un tiers que le demandeur a présenté un avis de recours en révision
- 44(2) Informer le demandeur du recours en révision du tiers

Annexe C. Rapport statistique d'AADNC concernant la Loi sur l'accès à l'information



Government of Canada
Gouvernement du Canada

REPORT ON THE ACCESS TO INFORMATION ACT RAPPORT CONCERNANT LA LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION

Institution Affaires indiennes et du Nord Canada / Indian and Northern Affairs Canada				Reporting period / Période visée par le rapport 2010-04-01 à/à 2011-03-31	
Source	Media / Médias 11	Academia / Secteur universitaire 13	Business / Secteur commercial 27	Organization / Organisation 33	Public 162

I Requests under the Access to Information Act / Demandes en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

Received during reporting period / Reçues pendant la période visée par le rapport	312
Outstanding from previous period / En suspens depuis la période antérieure	100
TOTAL	412
Completed during reporting period / Traitées pendant la période visée par le rapport	278
Carried forward / Reportées	134

II Disposition of requests completed / Disposition à l'égard des demandes traitées

1. All disclosed / Communication totale	39	6. Unable to process / Traitement impossible	43
2. Disclosed in part / Communication partielle	90	7. Abandoned by applicant / Abandon de la demande	83
3. Nothing disclosed (excluded) / Aucune communication (exclusion)	1	8. Treated informally / Traitement non officiel	2
4. Nothing disclosed (exempt) / Aucune communication (exemption)	17	TOTAL	278
5. Transferred / Transmission	3		

III Exemptions invoked / Exemptions invoquées

S. Art. 13(1)(a)	0	S. Art. 16(1)(a)	0	S. Art. 18(b)	1	S. Art. 21(1)(a)	19
(b)	0	(b)	0	(c)	0	(b)	17
(c)	4	(c)	3	(d)	2	(c)	10
(d)	0	(d)	0	S. Art. 19(1)	71	(d)	3
S. Art. 14	3	S. Art. 16(2)	3	S. Art. 20(1)(a)	1	S. Art. 22	4
S. 15(1) International rel. / Relations intern.	0	S. Art. 16(3)	0	(b)	33	S. Art. 23	13
Defence / Défense	2	S. Art. 17	3	(c)	18	S. Art. 24	0
Subversive activities / Activités subversives	0	S. Art. 18(a)	7	(d)	9	S. Art. 26	1

IV Exclusions cited / Exclusions citées

S. Art. 68(a)	4	S. Art. 69(1)(c)	0
(b)	0	(d)	2
(c)	0	(e)	3
S. Art. 69(1)(a)	1	(f)	0
(b)	0	(g)	7

V Completion time / Délai de traitement

30 days or under / 30 jours ou moins	64
31 to 60 days / De 31 à 60 jours	47
61 to 120 days / De 61 à 120 jours	47
121 days or over / 121 jours ou plus	60

VI Extensions / Prolongations des délais

	30 days or under / 30 jours ou moins	31 days or over / 31 jours ou plus
Searching / Recherche	20	29
Consultation	8	18
Third party / Tiers	2	26
TOTAL	30	73

VII Translations / Traduction

Translations requested / traductions demandées	0
Translations prepared / Traductions préparées	0
English to French / De l'anglais au français	0
French to English / Du français à l'anglais	0

VIII Method of access / Méthode de consultation

Copies given / copies de l'original	129
Examination / Examen de l'original	0
Copies and examination / Copies et examen	0

IX Fees / Frais

Net fees collected / Frais net perçus			
Application fees / Frais de la demande	\$1 350.00	Preparation / Préparation	\$0.00
Reproduction	\$1 275.70	Computer processing / Traitement informatique	\$0.00
Searching / Recherche	\$0.00	TOTAL	\$ 2 625.70
Fees waived / Dispense de frais		No. of times / Nombre de fois	\$
\$25.00 or under / 25 \$ ou moins		27	\$ 180.00
Over \$25.00 / De plus de 25 \$		37	\$ 44 268.90

X Costs / Coûts

Financial (all reasons) / Financiers (raisons)	
Salary / Traitement	\$ 739 897.34
Administration (O and M) / Administration (fonctionnement et matériel)	\$ 110 515.51
TOTAL	\$ 850 412.85
Person year utilization (all reasons) / Années-personnes utilisées (raison)	
Person year (decimal format) / Années-personnes (nombre décimal)	10.95



En plus des exigences relatives à l'établissement de rapports dont on traite dans le rapport statistique du SCT, les institutions doivent fournir des renseignements supplémentaires sur les exceptions invoquées et les exclusions citées. Voici les renseignements supplémentaires d'AADNC à cet égard :

Tableau C-1. Exigences complémentaires en matière de rapport pour le rapport statistique 2010-2011 concernant la LAI

Partie III – Exceptions invoquées

Article 13

Alinéa	13(1)e)	0
--------	---------	---

Article 16

Paragraphe ou alinéa	16.1(1)a)	0
	16.1(1)b)	0
	16.1(1)c)	0
	16.1(1)d)	0
	16.2(1)	0
	16.3	0
	16.4(1)a)	0
	16.4(1)b)	0
	16.5	0

Article 18

Alinéa	18.1(1)a)	6
	18.1(1)b)	0
	18.1(1)c)	0
	18.1(1)d)	0

Article 20

Paragraphe ou alinéa	20(1)b.1)	4
	20.1	0
	20.2	0
	20.4	0

Article 22

Paragraphe	22.1(1)	3
------------	---------	---

Partie IV – Exclusions citées

Article 68

Paragraphe ou alinéa	68.1	0
	68.2a)	0
	68.2b)	0

Article 69

Paragraphe	69.1(1)	0
------------	---------	---